

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Fourniture et aménagement d'un véhicule utilitaire aménagé à usage de dispositif mobile

MARCHÉ n° 2025-02

Groupement d'intérêt public pour la formation continue et l'insertion professionnel
de la Réunion

PROJET ECOUBAT

8, rue Henri Cornu

Bâtiment COSINUS

97490 Saint-Denis

Sommaire

| | | |
|------------|--|----|
| Article 1. | IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR..... | 6 |
| 1.1 | Acheteur..... | 6 |
| 1.2 | Personne signataire du marché..... | 6 |
| Article 2. | CONTEXTE..... | 7 |
| 2.1 | Présentation du GIP-FCIP de la Réunion..... | 7 |
| 2.2 | Projet ECOUBAT | 7 |
| Article 3. | DISPOSITIONS COMMUNES | 8 |
| 3.1 | Objet du marché..... | 8 |
| 3.2 | Lieu d'exécution..... | 8 |
| 3.3 | Délai de livraison | 8 |
| 3.4 | Procédure..... | 8 |
| 3.5 | Pièces contractuelles..... | 9 |
| Article 4. | DESCRIPTION DU BESOIN..... | 10 |
| 4.1 | Objectifs du TOTEM mobile | 10 |
| 4.2 | Caractéristiques techniques minimales..... | 11 |
| 4.2.1. | Mobilité & Gabarit..... | 11 |
| 4.2.2. | Aménagement intérieur..... | 11 |
| 4.2.3. | Espace extérieur et pergola rétractable..... | 11 |

| | | |
|---------|---|----|
| 4.2.4. | Décoration extérieure..... | 11 |
| 4.2.5. | Caractéristiques environnementales et bioclimatiques..... | 12 |
| 4.2.6. | Connectivité..... | 12 |
| 4.2.7. | Confort thermique et ventilation | 12 |
| 4.2.8. | Énergie autonomie..... | 12 |
| 4.2.9. | Stockage et sécurité..... | 13 |
| 4.2.10. | Déploiement et logistique..... | 13 |
| 4.2.11. | Contexte local..... | 13 |
| 4.3 | Normes et sécurité | 14 |
| 4.3.1. | Accessibilité PMR..... | 14 |
| 4.3.2. | Sécurité incendie..... | 14 |
| 4.3.3. | Installation électrique..... | 14 |
| 4.4 | Zones obligatoires..... | 14 |
| 4.4.1. | Espace bureau et salon..... | 15 |
| 4.4.2. | Surface extérieur amovible et couverte..... | 15 |
| 4.5 | Proposition technique..... | 15 |
| 4.5.1. | Forme..... | 15 |
| 4.5.2. | Aménagement extérieur..... | 16 |
| 4.5.3. | Aménagement intérieur..... | 17 |

| | | |
|------------|---|----|
| 4.6 | Livraisons..... | 18 |
| 4.7 | Maintenance | 18 |
| Article 5. | CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ | 19 |
| 5.1 | Forme du marché..... | 19 |
| 5.1.1. | Structure du marché..... | 19 |
| 5.1.2. | Allotissement..... | 19 |
| 5.1.3. | Décomposition en tranche | 19 |
| 5.1.4. | Variantes..... | 19 |
| 5.2 | Durée et délai d'exécution | 19 |
| 5.3 | Clause de réexamen | 19 |
| Article 6. | OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS ET DE RÉCEPTIONS..... | 20 |
| 6.1 | Opérations de vérifications..... | 20 |
| 6.2 | Réception du matériel..... | 20 |
| 6.3 | Documents fournis après livraison..... | 20 |
| Article 7. | PRIX ET PAIEMENTS | 20 |
| 7.1 | Unité monétaire | 20 |
| 7.2 | Forme et contenu du prix..... | 20 |
| 7.3 | Variation des prix..... | 20 |
| 7.4 | Modalités essentielles de paiement | 21 |

| | | |
|-------------|--|----|
| 7.4.1. | Avance..... | 21 |
| 7.4.2. | Acomptes et solde | 22 |
| 7.4.3. | Présentation des demandes de paiement | 22 |
| 7.4.4. | Dématérialisation des factures..... | 22 |
| 7.4.5. | Mode de règlement et délai global de paiement..... | 23 |
| 7.4.6. | Nantissement ou cession de créance..... | 24 |
| Article 8. | PÉNALITÉS ET PRIMES..... | 25 |
| 8.1 | Pénalités pour retard..... | 25 |
| Article 9. | DROIT ET LANGUE | 25 |
| Article 10. | RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS..... | 26 |
| Article 11. | RÉSILIATIONS..... | 26 |
| Article 12. | DÉROGATION CCAG | 27 |

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

1.1 Acheteur

L'acheteur est le Groupement d'Intérêt Public pour la Formation Continue et l'Insertion Professionnel (GIP-FCIP) de la Réunion.

1.2 Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Monsieur BRAULT Directeur du GIP-FCIP.

Article 2. CONTEXTE

2.1 Présentation du GIP-FCIP de la Réunion

Le Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP-FCIP) de l'Académie de La Réunion a été créé en 2005 pour répondre au développement d'une coopération concertée entre tous les acteurs académiques de la formation continue, de la mobilité et de l'insertion professionnelle des adultes.

Son objectif principal est de mettre en œuvre un ensemble de services visant à soutenir l'éducation et la formation tout au long de la vie. Il est un outil de coopération et de gestion, ainsi qu'un organisme de formation qui fédère un réseau d'établissements dans le domaine de l'éducation et de la formation continue.

Le GIP-FCIP remplit plusieurs fonctions clés. Il est chargé de coordonner et de gérer des projets de formation, d'ingénierie-conseil, et d'évaluation de dispositifs. Ces projets visent à répondre aux besoins en formation et à accompagner les mutations économiques et sociales sur le territoire de la Réunion.

En tant que personne morale distincte de l'État, il a la capacité de passer des conventions et des contrats, de gérer des subventions et de réaliser l'ensemble des activités d'un organisme de formation déclaré. Cela inclut la gestion des actions de formation par apprentissage, la formation des acteurs de la formation, la formation des demandeurs d'emploi, les actions de bilan de compétences, l'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE), les actions de mobilité, et bien d'autres.

Le GIP-FCIP exerce son activité en collaborant avec de nombreux interlocuteurs, qu'ils soient publics ou privés, pour favoriser le développement de l'éducation et de la formation continue. Il permet d'intervenir au titre des programmes structurels de l'Union Européenne (dont Erasmus+ au titre de l'enseignement professionnel), de répondre aux divers appels à projets, sources de financement plurielles, et aux commandes publiques régionale et privée de formation professionnelle.

2.2 Projet ECOUBAT

Le projet ECOUBAT – École Ouverte Ultramarine du Bâti Tropical s'inscrit dans le programme France 2030 – Compétences et Métiers d'Avenir. Il constitue une initiative

structurante pour le développement durable, la formation et l'innovation dans le secteur du bâtiment tropical à La Réunion.

Son ambition est de réinventer la manière de construire et de former dans les milieux tropicaux, en conciliant performance énergétique, innovation technologique et adaptation climatique. ECOUBAT repose sur une approche intégrée, articulée autour de 19 actions complémentaires :

- des projets de recherche et d'ingénierie ;
- des formations nouvelles ou colorées à tous niveaux ;
- des outils numériques et pédagogiques innovants ;
- et une communication ambitieuse autour de l'attractivité des métiers et de la transition écologique.

Ce marché s'inscrit dans la réalisation de l'action « Attractivité » dans le cadre de la création d'un totem mobile pour promouvoir les métiers du BTP.

Article 3. DISPOSITIONS COMMUNES

3.1 Objet du marché

Le présent marché concerne l'acquisition d'un camion de 30m³ ou plus et de sa transformation pour le GIP-FCIP Réunion dans le cadre du projet ECOUBAT.

3.2 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est l'île de la Réunion.

3.3 Délai de livraison

La date de livraison est fixée au 30 août 2026.

3.4 Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à 7 du Code de la commande publique.

3.5 Pièces contractuelles

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles ;
- L'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les pièces générales étant réputées connues des entreprises, ne sont pas matériellement jointes au marché. Les documents et normes techniques sont précisés dans le CCP ainsi que leurs modalités d'application.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

DISPOSITIONS TECHNIQUES

Article 4. DESCRIPTION DU BESOIN

4.1 Objectifs du TOTEM mobile

Le TOTEM mobile ECOUBAT est un **dispositif itinérant et modulable**, conçu pour être un outil de communication, de formation et de démonstration immersive. Il a pour vocation de faire découvrir les métiers, parcours de formation, environnements professionnels et innovations technologiques du secteur du BTP de manière interactive et accessible.

Objectifs principaux :

- **Informier et sensibiliser** différents publics (élèves, apprentis, demandeurs d'emploi, grand public) aux métiers du BTP et à leurs débouchés.
- **Dispenser des actions de formation** pour stagiaires, salariés ou chefs d'entreprise, en mettant à disposition des outils pédagogiques adaptés.
- **Faciliter l'accès aux innovations et nouvelles technologies** pour les professionnels, via des dispositifs de démonstration et d'expérimentation.

Le TOTEM mobile sera équipé de dispositifs numériques et immersifs pour enrichir l'expérience pédagogique et interactive :

- Casques de **réalité virtuelle (VR)** pour immersion dans les métiers et environnements professionnels.
- **Tablettes tactiles** pour consultation de ressources, fiches métiers et parcours de formation.
- **Box interactives** combinant réalité augmentée et réalité virtuelle pour la découverte concrète des métiers et techniques.

L'ensemble de l'aménagement sera pensé pour un usage mobile, modulable et sécurisé, permettant un déploiement rapide sur différents sites et facilitant l'accessibilité à tous les publics.

4.2 Caractéristiques techniques minimales

Le TOTEM mobile devra répondre aux exigences et problématiques suivantes.

4.2.1. Mobilité & Gabarit

- Camion 30m3 ou plus accessible avec permis B.

4.2.2. Aménagement intérieur

- Zones modulables : espace de vie, bureau, démonstration, stockage ;
- Mobilier fixe ou amovible : tables rabattables, étagères modulables ;
- Matériaux légers : bois contreplaqué, aluminium, composites pour réduire le poids.

4.2.3. Espace extérieur et pergola rétractable

- Pergola adaptée à la longueur du côté du camion, avancée et hauteurs réglables ;
- Matériaux légers et résistants (aluminium, acier inoxydable, composite) ;
- Fixation solide et résistance au vent, compatible avec la conduite du véhicule ;
- Système rétractable : manuel ou motorisé (12V) ;
- Toile résistante aux UV et à l'eau, facile à tendre, remplacer et entretenir ;
- Déploiement et repli rapide, verrouillage sécurisé pendant le transport.

4.2.4. Décoration extérieure

Des stickers relatifs au projet ECOUBAT seront à poser sur la carrosserie du camion. Les stickers sont à la charge du titulaire du marché. Les éléments graphiques des stickers seront transmis au titulaire après la notification du marché.

4.2.5. Caractéristiques environnementales et bioclimatiques

Objectif : Limiter l'impact environnemental du véhicule et de son aménagement, tout en garantissant confort, sécurité et fonctionnalité.

- Le véhicule doit viser une réduction maximale de la consommation énergétique (motorisation efficace, équipements basse consommation) ;
- Préférence pour des technologies ou carburants à faible impact environnemental (hybride).

Aménagement intérieur :

- Utilisation de matériaux écologiques, durables et légers pour le mobilier et les revêtements intérieurs ;
- Optimisation de l'espace et des équipements pour réduire la consommation énergétique (éclairage LED, électroménager basse consommation, isolation thermique efficace).

4.2.6. Connectivité.

Il est demandé (non impératif) de proposer une solution de connectivité :

- Une connexion internet mobile (4G/5G ou satellite).

4.2.7. Confort thermique et ventilation

Il devra comprendre pour préserver les conditions d'usage des équipements numériques :

- Une climatisation légère naturelle ou mécanique.

4.2.8. Énergie autonomie

Il devra comprendre :

- Un système de production d'énergie renouvelable (tel que panneau solaire ou autre) ;
- Des batteries avec une capacité suffisante pour une journée type : branchement 2 ordinateurs (4hrs), 4 casques de réalité virtuelle (4hrs), chargeurs téléphones (4hrs), petit frigo (continu), télévision (7hrs), éclairage (7hrs)... ;
- Une prise extérieure pour raccordement 220V en complément ;
- Batterie chargeable par une source d'électricité externe.

4.2.9. Stockage et sécurité

Il devra comprendre :

- Des rangements sécurisés pour casques, tablettes et écrans ;
- Mobilier fixé ou pouvant être fixé pour résister aux déplacements lors du transport ex. chaises ; tables...

4.2.10. Déploiement et logistique

Les équipements du TOTEM mobile devront pouvoir être déployer et replier rapidement par une (1) ou deux (2) personnes.

Il devra comprendre les accessoires suivants rampes, stabilisateurs et auvents.

4.2.11. Contexte local

Le TOTEM mobile devra être déployable sur toute l'île et répondre aux spécificités locales en permettant des interventions sur des terrains variés (urbains, semi-urbain et site isolé)

Il devra permettre d'emprunter des routes étroites ou sinueuses avec des fortes pentes tels que la route de Cilaos, par exemple.

Le TOTEM mobile doit être adapté aux conditions climatiques locales (chaleur, humidité, pluies intenses).

4.3 Normes et sécurité

Le projet devra être conforme à l'ensemble des réglementations en vigueur en matière de sécurité, d'accessibilité et d'installations techniques.

4.3.1. Accessibilité PMR

L'ensemble de l'aménagement doit être accessible aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR), conformément à la législation en vigueur.

- Prévoir notamment : rampes d'accès, largeur suffisante des circulations, etc.

4.3.2. Sécurité incendie

Le titulaire devra prévoir un dispositif de sécurité incendie adapter :

- Installation d'extincteur ;
- Evacuation ;
- Utilisation de matériaux classés M1 ou M2 ;
- Installations d'éclairage de sécurité et identification claire des issues.

4.3.3. Installation électrique

L'installation électrique devra être :

- Conforme aux normes en vigueur ;
- Vérifié par un organisme agréé si nécessaire ;
- Prévoir des protections différentielles avec une bonne répartition des charges électriques et un câblage sécurité adapté aux déplacements du TOTEM.

4.4 Zones obligatoires

Le TOTEM mobile nonobstant la forme choisie par le soumissionnaire devra comporter les espaces suivants.

4.4.1. Espace bureau et salon

- Un bureau avec une connexion internet et des rangements intégrés.
- Un petit salon pour les échanges ou un usage média quatre (4) personnes maximums.

4.4.2. Surface extérieur amovible et couverte

- Une terrasse amovible couverte doit être intégrée pour permettre d'accueillir jusqu'à dix (10) personnes dans le cadre d'événements (échanges, ateliers, job dating, formation etc).

4.5 Proposition technique

Dans le cadre de notre projet nous imaginons le TOTEM mobile selon la configuration présentée ci-dessous mais nous restons ouverts à toutes autres propositions techniques qui répondent aux demandes de l'article 2.2 « Caractéristiques minimales ».

4.5.1. Forme

Le TOTEM mobile serait un camion/fourgon accessible permis B.

4.5.2. Aménagement extérieur

L'aménagement extérieur serait pensé ainsi :



4.5.3. Aménagement intérieur

L'aménagement intérieur serait pensé ainsi :



Les dispositifs suivants seront à aménager à l'intérieur du TOTEM mobile :

- Présentoir brochures :
 - Présentoir mural ou intégré au mobilier fixe ;
 - Rangements inclinés pour formats A4/A5 ;
 - Protection antichute par Ex. plexiglass ;
 - Système de verrouillage pour le transport ;
 - Matériaux légers et écologiques (bois recyclé, composites biosourcés).
- Ateliers de démonstration et manipulation :
 - Établi ou table de travail **repliable/fixée**, surface résistante ;
 - Rangements sécurisés pour outils (casiers verrouillables, mousse de maintien) ;
 - Points électriques protégés (prise 12V et 220V + protection) ;
 - Fixations murales pour outils ou supports pédagogiques.
- Bibliothèque spécialisée sur le bâti tropical :
 - Bibliothèque compacte intégrée avec fermeture sécurisée ;
 - Rayonnages adaptés aux formats livres techniques ;

- Porte ou système anti-chute renforcé (ex.plexiglas) ;
- Fixation renforcée à la structure du véhicule.

4.6 Livraisons

La livraison est à effectuer à l'adresse du GIP-FCIP. La date de livraison est attendue pour **30 Août 2026**.

4.7 Maintenance

Le titulaire devra proposer un plan de maintenance véhicule et aménagement de minimum trois (3) ans.

- Plan de maintenance minimum (trois) 3 ans, renouvelable ;
- Rapports de suivi obligatoires pour chaque intervention ;
- Séparer clairement maintenance véhicule et maintenance aménagement ;
- Respecter des garanties des fournisseurs pour le véhicule et tous les équipements (panneaux solaires, mobilier, systèmes électriques...).

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 5. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

5.1 Forme du marché

5.1.1. Structure du marché

Il s'agit d'un marché forfaitaire et ponctuel.

5.1.2. Allotissement

Les prestations du marché ne permettent pas l'identification de prestations distinctes.

5.1.3. Décomposition en tranche

Sans objet.

5.1.4. Variantes

Les variantes sont autorisées.

5.2 Durée et délai d'exécution

La livraison du matériel doit être réalisée au plus tard le 30 Août 2026.

5.3 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique l'Acheteur peut modifier le marché dans les conditions suivantes :

- Modification des aménagements.

Article 6. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS ET DE RÉCEPTIONS

6.1 Opérations de vérifications

Les opérations de vérification seront réalisées conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

6.2 Réception du matériel

Lorsque les opérations de vérification auront été passées avec succès l'Acheteur délivrera au titulaire un formulaire d'admission des fournitures qui vaudra réception totale et complète.

6.3 Documents fournis après livraison

Le titulaire fournira l'ensemble des documents nécessaires au bon fonctionnement et à la bonne utilisation du matériel.

Article 7. PRIX ET PAIEMENTS

7.1 Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2 Forme et contenu du prix

Le marché est à prix forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à la conservation et à l'entretien ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.3 Variation des prix

Le prix est ferme et actualisable. Il sera actualisé conformément à l'article R.2112-11 du Code de la commande publique.

La formule est la suivante :

$$P_R = P_i * [(IPC_A / IPC_i) + (IPV_A / IPV_i)]$$

P_R = Prix révisé

P_i = Prix initial

IPC_a = Dernier indice de prix définitif disponible au moment de la révision relatif aux prestations d'aménagement.

IPC_i = Dernier indice de prix définitif disponible au moment de la date limite de remise des offres relatif aux prestations d'aménagement.

IPV_a = Dernier indice de prix définitif disponible au moment de la révision relatif au coût du véhicule.

IPV_i = Dernier indice de prix définitif disponible au moment de la date limite de remise des offres relatif au coût du véhicule.

Le montant est arrondi au centième supérieur.

Les indices utilisés sont les suivant :

| | |
|---|---|
| Indice relatif au coût du véhicules | https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764250 |
| Indice relatif aux couts des prestations d'aménagements | https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764329 |

7.4 Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Une avance est prévue selon les conditions du CCAG-FCS.

7.4.2. Acomptes et solde

Des acomptes seront versés pour la réalisation de chacune des prestations listées en annexe financière (DPGF).

7.4.3. Présentation des demandes de paiement

Le demande de paiement comportent les informations suivantes :

- le nom, l'adresse et le SIRET du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-02 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA (dont taux de TVA applicable le cas échéant) ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

7.4.4. Dématérialisation des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique : Numéro du bon de commande transmis au titulaire
- Numéro d'identification : SIRET 189 742 216 00022

7.4.5. Mode de règlement et délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'Acheteur par virement sur le compte bancaire du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 30 jours conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché ;
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires

- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant de l'Acheteur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Article 8. PÉNALITÉS ET PRIMES

8.1 Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations demandées il sera appliqué les pénalités suivantes :

| Catégorie | Montant € HT | Application |
|--------------------------|--------------|---------------------|
| Retard dans la livraison | 50€ | Par jour calendaire |

Le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant maximum du marché.

Article 9. DROIT ET LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique ou du CCAG-FCS.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés au pouvoir adjudicataire doivent également être rédigés en français.

Article 10. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de la Réunion

27, rue Félix Guyon – 97400 Saint-Denis

Téléphone : 02.62.92.43.60

Courriel : greffe.ta-reunion@juradm.fr

Site internet : <https://la-reunion.tribunal-administratif.fr/>

Article 11. RÉSILIATIONS

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du CCAG FCS

Article 12. DÉROGATION CCAG

L'article 8 « Pénalités et primes » du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.